

Ensemble, boycottons les élections européennes ! L'UE supranationale et néolibérale est illégitime.

mardi, 5 novembre 2013 / **Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP)** , / **Les Clubs Penser la France (CPF)** , / **Pôle de renaissance communiste en France (PRCF)**

ENSEMBLE, BOYCOTTONS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ! L'UE SUPRANATIONALE ET NÉOLIBÉRALE EST ILLÉGITIME

Communiqué de presse du Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP), le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), les Clubs « Penser la France ».

Le 5 novembre 2013.

Antisociale, antidémocratique, belliqueuse et dictatoriale, l'Union européenne (U.E.) pilotée par l'axe Washington-Berlin s'acharne sur la souveraineté et sur les conquêtes sociales des peuples. Sous l'égide d'Angela Merkel, la « Troïka » (Commission de Bruxelles, FMI et BCE) martyrise les peuples sous le talon de fer de l'austérité à perpétuité.

À son tour, la France en récession s'enfonce dans la crise politique et morale. La pauvreté, la précarité, la désindustrialisation et le chômage de masse plongent notre peuple dans le désarroi. Les services publics, la protection sociale, l'Éducation nationale, les retraites, la Sécurité sociale sont étranglés au nom de la funeste « monnaie unique » ; la tutelle humiliante de Bruxelles, les diktats arrogants de Berlin écrasent notre pays avec la parfaite collaboration des dirigeants du MEDEF, de l'UMP et du PS.

La trahison du PS et de l'UMP !

Bafouant le Non populaire du 29 mai 2005 à la constitution européenne, violant l'aspiration au changement exprimée en mai 2012, F. Hollande applique à marche forcée la « feuille de route » « diktée » par Bruxelles : il s'agit d'araser les spécificités françaises issues de la Révolution française et du Conseil national de la Résistance, d'imposer le tout-anglais à l'Université, de substituer à la République une, laïque et indivisible une Europe des euro-métropoles qui porte en germes la mort des statuts, des conventions collectives, des diplômes nationaux et de la démocratie communale.

Alors même que l'UE écrase les dépenses publiques et les salaires au nom du « sauvetage de l'euro », l'Europe supranationale est engagée par le biais de l'OTAN, dans la politique belliqueuse, ruineuse et impérialiste menée par l'Oncle Sam. La signature du traité d'« Union transatlantique » entre l'Amérique du Nord et l'UE aboutirait de fait à la réduction rapide de toutes les spécificités sociales, politiques et culturelles des diverses nations d'Europe.

Le FN, parti de la collaboration !

Face à cette entreprise de déclin national et de régression sociale, aucune des grandes forces politiques françaises en lice lors des prochaines élections européennes ne porte un projet alternatif tant soit peu radical. Bien qu'il feigne de s'opposer au « système UMPS », le FN est un élément décisif du dispositif institutionnel de l'UE : comme c'est le cas dans tout le reste de l'UE en effet, l'extrême droite xénophobe n'a d'autre but que de dévoyer la colère populaire vers le racisme tout en la détournant de la nécessaire résistance aux prédateurs du capital. Du reste, le FN ne veut pas vraiment, comme ce serait pourtant nécessaire et urgent, sortir unilatéralement la France de l'UE et de l'euro ; et la prétendue « sortie concertée et progressive » de l'euro prônée par Mme Le Pen perd toute portée pratique quand on sait que le FN la subordonne très officiellement au bon vouloir de l'Allemagne capitaliste, laquelle dispose avec l'euro, ce clone du Deutschemark, d'une arme monétaire décisive pour imposer l'hégémonie allemande à l'Europe du sud.

Front de Gauche et PCF dans l'impasse !

Malheureusement, la « gauche de gauche » ne s'oriente pas vers la remise en question radicale de la dictature européenne et de sa monnaie unique : J.-L. Mélenchon continue en effet de prétendre que « l'Europe est à nous » (sic) et que « l'euro est notre monnaie » (sic), pendant que Pierre Laurent, président du Parti de la Gauche Européenne, se prononce pour une impossible « refondation » de la construction européenne... dans le cadre de cette prison des peuples qu'est l'UE...

Un parlement européen qui trahit les peuples !

Au demeurant, le « parlement » européen n'a jamais été autre chose qu'une fiction coûteuse : sa mission

est de masquer le fait que l'UE est pilotée par une poignée d'États très puissants qui n'ont d'oreilles que pour les « marchés financiers » et pour les exigences du grand patronat. Pendant ce temps, les parlements nationaux privés de tout pouvoir budgétaire réel par le Traité européen de gouvernance (TSCG), se transforment en chambres d'enregistrement des directives édictées par Bruxelles.

Pour un boycott de Résistance !

Dans ces conditions, le civisme républicain ne consiste pas à valider par son vote la farce électorale de la dictature européenne. En s'abstenant massivement, en votant blanc ou nul par millions, les peuples d'Europe ont déjà signifié par le passé leur REFUS DE VALIDER cette « construction » européenne illégitime et mortifère. À n'en pas douter, les peuples s'apprêtent à un REFUS DE VOTE PLUS MASSIF QUE JAMAIS lors des européennes de 2014. Il ne s'agit certes pas de rejeter le principe même du vote au nom d'un intemporel « élections piège à c... », car participer à des élections, quand les conditions permettent d'en faire un outil utile à l'expression des peuples, peut être un devoir impérieux. Mais quand l'« élection » n'a d'autre but que de faire cautionner par les citoyens une politique tendant à exclure les bases mêmes d'une vie politique républicaine, le civisme commande de boycotter cette élection en trompe-l'œil et d'appeler les peuples à l'insurrection citoyenne à travers les luttes sociales nationales et internationales, les résistances civiques et tous les moyens démocratiques légitimes. C'est un devoir citoyen de voter quand le suffrage sert à la souveraineté du peuple, c'est aussi un devoir citoyen de ne pas voter quand le suffrage ne permet pas la véritable souveraineté du peuple.

« Oui » à l'insurrection citoyenne !

C'est pourquoi, au nom des principes impérissables portés par le programme du CNR (indépendance nationale et coopérations internationales, progrès social, reconstruction industrielle, services publics et nationalisations, antiracisme et antifascisme...), nous appelons les républicains de toutes sensibilités, communistes, gaullistes, républicains laïques, progressistes sans étiquette, syndicalistes, croyants et non-croyants attachés à la laïcité, à s'associer pour refuser ensemble la farce de l'élection européenne ; saisissons-nous de ce boycott militant non pas pour « rester à la maison », mais pour expliquer autour de nous la nocivité de l'UE et de l'euro, impulser les résistances sociales aux contre-réformes, élaborer ensemble et démocratiquement, sur les bases de l'Appel lancé le 18 juin 2013 par le M'PEP, Penser la France et le PRCF, un programme de reconstruction sociale et républicaine de la France, pour appeler ensemble à SORTIR la France de l'euro, de l'UE et de l'OTAN par la voie progressiste.

Sur la base du présent texte, constituons partout, dans les départements, les localités, les entreprises, les universités, des collectifs républicains pour le boycott des élections au parlement européen.

Limoges, le 5 novembre 2013.

Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) Pôle de renaissance communiste en France (PRCF)
Clubs « Penser la France »